



La lettre Agriculture et Alimentation de la France insoumise

Numéro 17 - Mai 2019



ÉDITO

Au Parlement Européen contre l'agriculture industrielle et pour l'agriculture écologique et paysanne

Le système agricole et alimentaire européen est à bout de souffle ; il ne répond plus à l'intérêt général. Soumis aux pressions des lobbies comme le révèle encore la découverte du « Fichier Monsanto », il épuise les paysan-ne-s, les ressources naturelles et la biodiversité. Il faut en changer !

■ Lorsque LREM présente sur sa liste Jérémy Decerle, encore président du syndicat Jeunes Agriculteurs (affilié à la FNSEA) au mois de mars, promoteur de l'agriculture industrielle et productiviste et « allié potentiel » de Monsanto pour la défense du glyphosate¹ ;

■ Lorsque EELV et sa tête de liste Yannick Jadot se montrent favorable à l'économie de marché, pourtant incompatible avec une véritable transition écologique de l'agriculture et un objectif de démocratie alimentaire ;

■ Lorsque tous les autres partis politiques qui présentent une liste aux élections européennes n'ont pas de programme clair sur les questions agricoles ;

La FI est le seul mouvement politique véritablement combatif et déterminé à porter au Parlement Européen la défense de l'agriculture écologique et paysanne et d'une alimentation de qualité accessible à tous.

► Commission libérale, PAC libérale

Le cadre budgétaire de l'UE prévoit une diminution du budget de la Politique Agricole Commune (PAC) alors que nous pensons qu'il doit être maintenu et réorienté radicalement pour engager la nécessaire transition écologique de l'agriculture tout en y intégrant une politique de démocratie alimentaire. La PAC actuelle encourage l'agrandissement des exploitations, la concentration des moyens de production et maintient l'agriculture et l'élevage dans une spirale d'érosion de la biodiversité, de dégradation de l'environnement avec un fort impact sur le climat et une faible rémunération des producteurs. Elle encourage également la malbouffe et l'inégalité d'accès à

une alimentation saine et durable. Et sa nouvelle mouture ne corrige rien à ces défauts. Au contraire, elle réaffirme son cadre libéral, ne prévoit aucun changement majeur dans la répartition des aides qui se fera toujours à l'hectare incitant à l'agrandissement et à l'endettement et ne propose aucune politique alimentaire.

Pire, la Commission souhaite renforcer le poids des assurances privées comme instrument de garantie des revenus et des prix plutôt que des mécanismes de régulation des marchés et souhaite diminuer le budget de la PAC de 15 %. Tout cela doit cesser.

► C'est le moment de porter notre voix au PE !

Les élections européennes sont pour nous l'occasion d'inverser la vapeur et de faire valoir les propositions communes que nous partageons avec Podemos et Le Bloc de Esquerra² mais aussi d'autres mouvements politiques de gauche des pays du Nord de l'Europe. Le Brexit a bouleversé l'agenda de la Commission ainsi que le cadre budgétaire européen. Si le nouveau cadre budgétaire devait initialement être entériné en amont des élections, son vote et donc l'élaboration de son cadre final est repoussé à la rentrée parlementaire prochaine et sera confié aux nouveaux élus.

Ce sera donc nous, eurodéputés insoumis et insoumises, qui serons en mesure de négocier cette profonde refondation de la PAC.

Voter France Insoumise le 26 mai c'est faire le choix d'une Politique Agricole et Alimentaire Commune qui protège et rémunère dignement les producteurs, qui engage avec détermination la transition écologique de l'agriculture et qui offre à chaque citoyen européen un accès à des produits de qualité et accessibles³.

Manon Aubry

Tête de liste de la France Insoumise pour les élections européennes.

¹ https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/05/09/fichier-monsanto-des-dizaines-de-personnalites-classees-illegalement-selon-leur-position-sur-le-glyphosate_5460190_3244.html

² <https://lafranceinsoumise.fr/2018/11/27/une-agriculture-et-une-alimentation-au-service-de-la-societe-dans-le-cadre-de-la-construction-dune-europe-des-peuples/>

³ Programme détaillé dans le document présenté en page 4 de cette lettre.



Mon combat en tant que candidate aux élections européennes : Pour une agriculture citoyenne au service de sa vocation nourricière



L'agriculture paysanne et de proximité est le vecteur d'un lien social vital dans les campagnes.

En 10 ans, près de 100 000 exploitations agricoles ont disparu, au rythme de 2% par an. Cela provoque tout d'abord un grand isolement et beaucoup de souffrances pour les agriculteurs qui restent eux-mêmes poussés à l'intensification, la concurrence, l'endettement et l'agrandissement. Le chiffre terrifiant de 1 suicide tous les 3 jours témoigne de cette crise profonde.

Cette disparition des agriculteurs/paysans dans les campagnes provoque également une perte de connaissance importante dans la population sur la réalité du monde agricole. La coupure semble désormais consommée entre ceux qui sont contraints d'acheter en grandes surfaces et ceux qui sont devenus des producteurs in-

dustriels de protéines qu'elles soient animales ou végétales.

Mettre le rôle nourricier de l'agriculture au centre de nos politiques et de nos propositions notamment pour la Politique Agricole Commune implique de redéfinir les modalités de décision démocratique au sujet de cet enjeu essentiel qui concerne tou-te-s les citoyen.ne.s. Ce que font les AMAP et les collectifs qui rapprochent citoyens mangeurs et producteurs.

La nourriture et l'alimentation sont les bases de la socialité, du partage, de notre culture. C'est pourquoi nous proposons d'ajouter un volet Alimentaire à la PAC et de faire de la définition des politiques d'alimentation, à travers notamment le levier des cantines scolaires et de la restauration collective, un enjeu démocratique capable d'entraîner la transition écologique de l'agriculture.

Laurence Lyonnais

Mon combat en tant que candidat aux élections européennes : Changer en profondeur la PAC pour répondre aux enjeux du 21^e siècle



« Quittez la ferme, ne devenez jamais agriculteurs. » Ces mots qu'adresse un agriculteur à ses enfants, je les ai hélas entendus

plus d'une fois. Dur message qui traduit une dure réalité : celle des conditions de travail des paysans, de leur rémunération et des dysfonctionnements de notre système agricole et alimentaire. Comment avons-nous pu livrer à un tel découragement celles et ceux qui nous nourrissent ? Le capitalisme a fait porter à l'agriculture les inégalités croissantes de répartition des richesses dans la société. La PAC européenne a soutenu cette course au productivisme et aux prix bas. Cette politique des années 1950 est aujourd'hui *has been* et inefficace : il faut changer en profondeur les objectifs, les financements et les mécanismes de la PAC pour répondre aux enjeux du 21^e siècle.

L'un des enjeux est aujourd'hui de garantir le

droit effectif des paysans de vivre dignement de leur travail. La valeur ajoutée de la production agricole française et les revenus agricoles sont en baisse. Nous devons soutenir une agriculture paysanne, autonome et économe, créatrice de richesse. Nous devons également réguler les marchés agricoles européens, pour une meilleure répartition de la valeur ajoutée au sein des filières et pour un meilleur contrôle des volumes produits et des prix. Enfin, dans une optique de transition écologique de l'agriculture et de relocalisation des productions, la mise en place d'un protectionnisme solidaire aux frontières de l'Union Européenne (plan A) ou aux frontières nationales (plan B), ainsi que d'une taxe kilométrique, est aujourd'hui indispensable pour lutter contre le dumping social, fiscal et environnemental qui fait rage y compris au sein du marché unique.

Dès le 26 mai, nous pouvons voter pour changer l'agriculture. Faisons-le !

Romain Dureau



Mon combat en tant que candidate aux élections européennes : Combattre les lobbies qui empêchent toute transition vers des modèles vertueux



Encore récemment j'ai trouvé, au cœur du maquis corse, des abeilles mortes tirant la langue, empoisonnées par un des nombreux pesticides présents dans notre environnement. Chimiste de formation je sais que ces pesticides sont des poisons pour tout le vivant et pas seulement pour les abeilles.

Mon métier, l'apiculture, est rendu de plus en plus difficile par l'omniprésence de toutes sortes de molécules toxiques. Déjà engagée depuis de nombreuses années dans le syndicalisme agricole, c'est devenu une évidence que ce n'est plus suffisant et que la lutte doit se faire sur tous les fronts.

Nous ne pouvons plus accepter de nous faire empoisonner au nom de la productivité et de ne même plus pouvoir vivre dignement de notre travail.

L'effondrement des colonies d'abeilles n'est pas une fatalité, preuve en est que les ruches cubaines dont l'environnement est exempt de pesticides pour cause

d'embargo, ne subissent pas de mortalité anormale et sont très productives.

C'est au Parlement Européen que nous devons combattre les lobbies qui empêchent toute transition vers des modèles agricoles vertueux. À mon sens seul le programme de la France insoumise, grâce à sa cohérence, permettra cette évolution vitale.

Nathalie Bourras



Mon combat en tant que candidat aux élections européennes : Aller dans le sens des petites fermes économes en intrants et créatrices d'emplois



Depuis des années je me bat contre les conséquences funestes des orientations agricoles données par les lois européennes.

Syndicalistes, nous agissons au bout de la chaîne pour essayer de limiter les dégâts.

Députés européens, nous pourrions orienter enfin les lois dans le bon sens.

Le bon sens des petites fermes économes en intrants et créatrices d'emploi.

Des petites fermes qui maîtrisent les interactions complexes du vivant à leur avantage. Travailler avec et pas contre la nature.

Cette maîtrise de l'agriculture de précision est directement liée à la taille des fermes. La biodiversité des cultures et des animaux ne s'optimise qu'à une échelle raisonnable.

Plus productives à l'hectare que les grosses unités quand on fait le bilan complet de leur efficacité (en particulier le bilan carbone) ; ces fermes sont une grosse partie des solutions du futur.

Ce ne sont certainement pas les nouvelles technologies qui poussent au bout de sa logique un système faux dès le départ qui vont permettre de sortir de l'impasse.

Prenons pour exemple les drones qui permettent l'optimisation de la fertilisation chimique, qui même optimisée finira en partie dans l'eau ; alors que le compost depuis des millions d'années minéralise exactement ce dont les plantes ont besoin et où elles en ont besoin, sans aucune perte et pollution.

Nous serons donc au parlement pour une PAC qui prenne des décisions conforme à ce constat.

Laurent Therond



De futur·e·s élu·e·s du Parlement Européen pleinement engagé·e·s

Le 26 mai aura lieu l'élection des nouveaux députés européens. Envoyons au Parlement Européen des parlementaires de combat.

Nous avons fait la preuve à l'Assemblée Nationale que la France Insoumise est une force politique sérieuse et combative. À l'instar des députés insoumis, ce seront des élu·e·s pleinement engagé·e·s pour s'opposer et proposer, pour informer le grand public, accompagner les luttes qui ont lieu en France et en Europe, et débusquer les lobbies. Chaque élu·e insoumis·e sera un porte-parole de nos idées face à la Commission Européenne à Bruxelles et face à Macron en France ! Cette dernière année, avec un seul eurodéputé, Younous Omarjee, nous avons pu interdire la pêche électrique ou obtenir un programme de dépollution des océans !

Et nous ne serons pas seuls, nous construisons un mouvement européen. C'est le sens de l'alliance « Maintenant le peuple » avec Podemos en Espagne et le Bloco de Esquerda au Portugal, rejoint par l'Alliance rouge-verte (Danemark), le Parti de gauche (Suède) et l'Alliance de gauche (Finlande).

Les combats concernant l'agriculture et l'alimentation ne manqueront pas. La Politique Agricole Commune (PAC) représente environ 40% du budget de l'Union Européenne, il faut maintenir ce budget, le mettre au service de la transition écologique

et soutenir en priorité les petites exploitations. C'est à Bruxelles qu'a été renouvelé l'autorisation pour cinq ans du glyphosate, nous proposons de l'interdire immédiatement. Les accords de libre-échange sont une compétence exclusive de l'Union Européenne, la priorité doit être notre souveraineté alimentaire et une meilleure rémunération des paysans.

Nos député·e·s seront en première ligne dans ces combats pour une agriculture écologique et paysanne et une alimentation plus saine pour tous.



Loïc Prud'homme

Député de Gironde

À lire

► Déclarons l'état d'urgence agricole et rural !

Le système agricole et alimentaire européen est à bout de souffle : il ne répond plus à l'intérêt général. Il épuise les paysan·ne·s, les ressources naturelles et la biodiversité. Il faut en changer !

► Notre plan pour l'agriculture du 21^{ème} siècle

La France insoumise propose une refonte totale de la PAC pour la mettre en cohérence avec les urgences sociales, économiques et environnementales du 21^{ème} siècle et au service de l'intérêt général.

Accéder au document : <https://fr.calameo.com/read/0027715889eb4b5ebd88f>

